

# Rentrée atypique pour ministres en sursis

COMMUNAUTÉ Ils ne savent pas ce que réserve l'avenir, mais « la machine tourne... »

► La rentrée scolaire et politique approche.

► Le gouvernement de la Communauté française travaille, dans une drôle d'ambiance.

► Et assure : tout est prêt !

L'heure de la rentrée va sonner. Rentrée politique et rentrée scolaire. Mais à la Communauté française, elle se fera dans une drôle d'ambiance, inédite. Avec des ministres en sursis, qui, du moins, ne savent pas s'ils seront encore en poste quelques jours/semaines plus tard, puisque le CDH a lancé la procédure de divorce avec le PS sans qu'un nouveau ménage ait pris ses quartiers à la Communauté française.

Alors on s'interroge : comment se passera cette rentrée ? Les ministres gèrent-ils les affaires courantes ? Les élèves doivent-ils s'inquiéter ? Réponses.

**1 Pas besoin de ministres pour rentrer à l'école.** Un retour en classe, ça se prépare... des semaines à l'avance. En témoigne le courrier arrivé dans les boîtes mails des directions d'école du fondamental (il en fut de même pour le secondaire) le 30 juin à... 16 h 16. Dis autrement, à l'heure où les élèves fermaient leur cartable pour deux mois, les directions prenaient connaissance de la circulaire organisant la rentrée. Le document (un joli roman de vacances de 226 pages tout de même) a beau être le re-

plet exact de la politique ministérielle, c'est l'Administration générale de l'enseignement qui est à la manœuvre. Il manquait certes quelques blancs-seings parlementaires... qu'à cela ne tienne, l'administration joue la prudence en précisant : « *Les résultats d'application sous réserve de l'approbation par le parlement des propositions de décret* » ad hoc.

Près de deux mois plus tard, la situation politique n'a guère évolué mais les directions ont repris depuis longtemps le chemin de leur établissement, les écoles ouvriront, les cantines fonctionneront, les classes seront propres et les profs peuvent commencer à planifier les premiers contrôles.

Notons qu'il en est largement de même dans les hautes écoles et universités, celles-ci disposant d'une plus grande marge de manœuvre que dans le fondamental. « *Quoi que M. Lutgen (CDH) ait déclaré, les étudiants auront une seconde session, une rentrée académique et une session en janvier* », commente-t-on dans l'entourage du ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS). Bref, le parlement décide, le gouvernement exécute et l'administration fait tourner la boutique. Et ce n'est pas une crise politique qui, à court terme en tout cas, remet ce principe régalien en cause.

**2 Les textes indispensables ont été votés.** Il manquait, on l'a écrit, un certain nombre de textes pour valider des éléments des circulaires ministérielles organisant la rentrée. Lors de sa séance du 19 juillet, le parlement a surmonté les difficultés du mo-

ment pour mettre en ordre le cadre légal. Il a voté coup sur coup le décret organisant les cours d'éducation à la philosophie et citoyenneté, le renforcement de l'encadrement maternel, le renforcement de l'encadrement des directions d'école...

Tout va bien, aussi, pour l'enseignement de promotion sociale : « *La crise politique n'aura pas d'incidence négative sur le terrain*, assure le ministre PS Isabelle Simonis. *Tout a été mis en place pour qu'elle se déroule le mieux possible.* » Et grâce aux accords sectoriels signés en juillet, la création de cinquante équivalents temps plein aura même lieu dans ces écoles pour aider à la réussite des étudiants et accompagner les personnes porteuses d'un handicap. Pour le reste, le ministre « *essaie de faire avancer les dossiers essentiels, d'assurer la continuité* » malgré

le « *flou artistique dans lequel il est difficile de se projeter, de phaser la concrétisation d'actions, et d'assurer une gestion optimum de la chose publique* ». Le vrai test, juge-t-on ici, concernera les projets nouveaux, censés être exécutés en fonction de la Déclaration de politique communautaire de 2014 (comme la promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité). PS et CDH les porteront-ils encore ensemble ?

**3 Il reste des dossiers sur le feu.** Il en va ainsi de la formation initiale des enseignants,

chère au PS mais à propos de laquelle le CDH avait négocié chaque virgule. L'Ares (fédération des institutions d'enseigne-

ment supérieur) devrait viser la semaine prochaine. Avant une remise à plat par une éventuelle nouvelle majorité ? Idem pour le décret sur l'open access dans l'enseignement supérieur et pour l'institut Islam. Sans compter l'essentiel : l'implémentation du Pacte d'excellence. Tout ou presque reste à faire, avec sans doute les accents que voudront y apposer de nouveaux partenaires.

**4 Pour le budget, ça roule.** Les affaires budgétaires, aussi, doivent continuer. « *S'arrêter, ce serait irresponsable*, commente le ministre PS du Budget, André Flahaut. *Quand les ministres PS et CDH sont autour de la table, sur certains points il y a des problèmes compte tenu de l'incertitude, mais le sens de l'intérêt général prévaut.* »

Alors il continue à travailler (quasi) comme si de rien n'était. En l'occurrence à la préparation du budget initial 2018, dans la foulée du vote de l'ajustement budgétaire le 19 juillet : « *Les administrations et les cabinets ont rentré leurs propositions ; on attend l'avis des inspecteurs des finances ; les bilatérales commenceront début septembre, puis ce sera le conclave vers le 21,22,23. Car nous sommes tenus par les contraintes européennes : nous devons fournir les données au fédéral pour lui permettre de remettre l'état du budget 2018 à l'Europe le 15 octobre.* »

On le voit : comme les élèves, les ministres francophones ont leur cartable fin prêt. ■

ERIC BURGRAFF  
MARTINE DUBUISSON

RUDY DEMOTTE, MINISTRE-PRÉSIDENT

## « La rentrée scolaire ? Pas de soucis. J'en ai parlé avec Greoli et Schyns »

Ministre-président (PS) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte rassure.

**Le gouvernement francophone se réunit dans quelques jours, le 30 août, alors que le CDH veut changer de partenaire.**

**Ambiance. Quid de la rentrée scolaire dans ce contexte ?**

*Nous gérons la rentrée scolaire, comme tous les autres dossiers en cours, il n'y aura aucun problème. Tout simplement, nous n'engagerons pas de politiques nouvelles. Nous éviterons tous les conflits. Pour assurer la continuité du service.*

**Tout de même, vous côtoyez un parti qui veut rompre avec vous. A Bruxelles, Benoît Cerexhe a dit : « Pas question de poursuivre avec le PS. Pourquoi pas l'opposition ? »...**

*J'ai eu des entretiens téléphoniques avec Alda Greoli et Marie-Martine Schyns, ministres de la Culture et de l'Enseignement dans mon gouvernement, et je peux vous dire qu'il y a une parfaite entente pour ne pas laisser le bateau dériver. Nous sommes tous assez matures politiquement pour ne pas nous laisser envahir par des considérations relatives aux aléas de la vie politique. J'ajoute que, dans un contexte général, à l'échelle européenne dirais-je, où les partis sont souvent la cible, parfois frappés de discrédit, je tiens à ce que nous fassions preuve de responsabilité.*

**Revoir le décret Inscription ?**

*Nous avons prévu déjà, avec la majorité actuelle, d'évaluer le processus, de voir ensemble s'il était nécessaire de le perfectionner. Et j'entends que celles et ceux qui ont critiqué le décret ces derniers jours ont précisé qu'il n'était pas à jeter, mais à modifier. C'est sage.*